



**O R D O N N A N C E   N° 2019 - 302**  
**du 23 Septembre 2020**  
**SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN**  
**ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION**  
**PENITENTIAIRE**

**dans l'affaire entre,**

**D'UNE PART :**

**Monsieur LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE**  
66b rue Saint Sébastien  
13282 MARSEILLE CEDEX 20

Représenté par Monsieur AFFORTIT Eric, dûment habilité,

Appelant,

**D'AUTRE PART :**

██  
né le 01 Juin 1982 à ANNABA ALGERIE  
de nationalité Algérienne

*retenu au centre de rétention de Sète dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,*

Non comparant, représenté par Maître Adeline BALESTIE, avocat commis d'office.

**MINISTERE PUBLIC :**

Non comparant

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assistée de Sylvia TORRES , greffier,

**EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

Vu le jugement du tribunal correctionnel du tribunal de grande instance de Draguignan en date du 20 septembre 2010 condamnant ██ à une interdiction définitive du territoire français.

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 18 septembre 2020 à l'encontre de ██ notifiée à l'intéressé le 19 septembre 2020.

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 20 septembre 2020 tendant à la prolongation de la rétention de ██ dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt huit jours.

Vu l'ordonnance du 21 Septembre 2020 à 11 heures notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de MONTPELLIER qui a :

- rejeté la requête en prolongation de la rétention administrative de Monsieur le préfet des Bouches du Rhône

Vu la déclaration d'appel faite le 21 Septembre 2020 par Monsieur LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 16 h 15,

Vu la télécopie adressée le 21 Septembre 2020 à Monsieur LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE l'informant que l'audience publique sera tenue le mercredi 23 septembre 2020 à 14 H 30 et l'invitant à prendre toutes les dispositions utiles pour faire remettre à Monsieur [REDACTED] l'avis à comparaître à cette audience par l'intermédiaire des services de police ou de gendarmerie compétents,

Vu les télécopies adressées le 21 Septembre 2020 au conseil de Monsieur [REDACTED] et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue le mercredi 23 septembre 2020 à 14h30,

### **PRETENTIONS DES PARTIES**

Monsieur le représentant du **PREFET DES BOUCHES DU RHONE**, sollicite l'infirmer de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté la demande de prolongation en rétention de l'étranger, exposant que la nationalité de l'étranger n'est pas certaine, ce dernier étant dépourvu de documents d'identité, un rendez-vous consulaire a été demandé le 18 septembre 2020 et que la notion d'absence de perspective d'éloignement à bref délai ne s'applique qu'à compter de l'exécution de 60 jours de rétention administrative en application de l'article L 552-7 du CESEDA.

L'avocat, **Maître Adeline BALESTIE** sollicite la confirmation de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté la demande de prolongation en rétention de l'étranger,

### **SUR QUOI :**

L'appel formé le jour même de la notification de la décision querellée, est recevable.

Selon l'article L 554-1 du CESEDA : « un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toutes diligences à cet effet. »

A l'issue du délai de 48 heures stipulé à l'article L 551-1 du CESEDA et selon l'article L 552-1 du même code, le juge est saisi dans les 48 heures de la notification du placement en rétention administrative et statue dans un délai de 48 heures de sa saisine ;

En l'espèce l'intéressé, a été placé le 19 septembre 2020 en rétention administrative à l'effet d'exécuter une Obligation de Quitter le Territoire Français sans délai avec interdiction de retour sur le territoire français d'une durée de deux ans notifiée le 28 septembre 2010, n'étant ni contesté ni contestable qu'il est démuné de tout document d'identité ou de voyage sur le territoire français et qu'il se prétend de nationalité algérienne.

En conséquence, l'administration française face à cette situation, a saisi le 18 septembre 2020, les autorités consulaires algériennes pour reconnaissance de la qualité de ressortissant algérien de l'intéressé.

Or, Le procès-verbal de la DCPAF établi le 10 septembre 2020 par Sandrine BONANNO, OPJ en résidence à Marseille mentionne:

“ Agissant dans le cadre d'une procédure administrative aux fins d'identification des étrangers incarcérés faisant l'objet d'une mesure d'éloignement mentionnons que le nommé

[REDACTED]

[REDACTED] en situation régulière en France et titulaire d'un certificat de résident algérien valable jusqu'en 2023.”

Et celui, établi par la même OPJ le 10 septembre 2020 à 9 h renseigne sur l'éloignement du père de l'intéressé en 2011 du fait de sa situation irrégulière sur le territoire français, de la situation irrégulière de sa mère sur le territoire français, de la condamnation par le tribunal correctionnel de Draguignan le 28/09/2010 de la famille [REDACTED] pour des faits de trafic de stupéfiants, à savoir le père Mohamed, la mère [REDACTED] l'intéressé, [REDACTED] et ses frères [REDACTED]

Il s'évince des informations diplomatiques françaises consultées sur le lien <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/> actualisées au 13 septembre 2020 que l'Algérie a annoncé la suspension depuis le 17 mars 2020 de toutes les liaisons aériennes et maritimes à destination et en provenance de l'Algérie, à l'exception du transport des marchandises.

En l'état de l'incertitude quant à la réouverture de ses frontières par l'Algérie, il y a lieu de confirmer l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de MONTPELLIER.

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement,

Déclarons l'appel recevable mais mal fondé,

Confirmons la décision déferée,

Rappelons à [REDACTED] qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, le 23 Septembre 2020 à au préfet des Bouches du Rhône , à l'intéressé avec l'assistance de l'interprète, à son conseil, au ministère public par les soins du greffe, ce jour à 15 heures 45.

Le greffier,

Le magistrat délégué,

---